

Les subsides

● (1750)

M. Deans: Monsieur le Président, l'argument du député est intéressant, mais il est faux. Si l'analogie était bonne, comment le député expliquerait-il que l'Allemagne de l'Ouest peut maintenir ses taux d'intérêt à un taux inférieur à celui des États-Unis? Comment explique-t-il que la Suède maintient ses taux d'intérêt au-dessous de ceux des États-Unis?

M. Evans: Elles ne sont pas si proches, elles ne sont pas si étroitement liées.

M. Deans: Le député dit que l'argent sort aisément, et il sait que c'est vrai. Cependant, si l'argent sort, ce n'est pas parce que les gens se déplacent d'une ville à l'autre pour y porter leur argent. Si le député veut recourir à ce genre d'analogie, veut-il chercher à m'expliquer comment il se fait que la Suède, le Japon, l'Allemagne de l'Ouest et l'Australie puissent maintenir leurs taux d'intérêt aussi bas? Comment se fait-il que d'autres pays ailleurs dans le monde ont pu faire cela? Surtout, comment se fait-il qu'aux États-Unis même, on puisse créer des effets pour mobiliser de l'argent pour les prêts hypothécaires à des taux bien inférieurs à ceux du Canada? Je réponds donc au député que son analogie est fautive, quoique intéressante.

M. Evans: Elle n'est pas fautive.

Le président suppléant (M. Herbert): C'est la fin des dix minutes de questions et d'observations. Nous poursuivons le débat.

M. Ralph Ferguson (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur le Président, je n'ai pu faire autrement que d'établir une autre comparaison, tandis que j'écoutais le débat sur la différence entre les taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis à l'heure actuelle. Je considère que nous sommes chanceux de vivre au Canada, dans une société qui s'occupe de ses citoyens, et c'est assurément le cas au niveau fédéral, quand je constate que les taux d'intérêt au Mexique ou au Portugal, par exemple, dépassent 40 p. 100. Nous avons bien de la chance. Cependant, un peu plus tôt, je n'ai pu m'empêcher de songer à ceux auxquels le gouvernement provincial de l'Ontario s'adresse pour se procurer des fonds. Dans le budget de cette province, présenté aujourd'hui, les cotisations de l'OHIP ont été augmentées. Ce gouvernement prélève déjà 91 p. 100 de ses contributions au régime d'assurance-maladie au moyen des cotisations de l'OHIP qui sont majorées à nouveau, ce qui coûtera aux contribuables ontariens 69 millions de dollars l'an prochain. Le gouvernement conservateur se vante de réduire son déficit de 350 millions de dollars, mais il convient de noter que les sommes que le gouvernement fédéral transfère à l'Ontario seront majorées de plus de 300 millions de dollars l'an prochain. Il est merveilleux de voir ce qu'on peut faire en recourant à des artifices, notamment quand on est tory. Toutefois, le gouvernement fédéral aime à exposer franchement les faits.

Je voudrais revenir à une remarque de mon collègue, le député de Mississauga-Nord (M. Fisher), qui a déclaré que 20 p. 100 des emprunts canadiens étaient faits à l'étranger. Telle

est la moyenne pour les provinces et le gouvernement fédéral. Environ 30 p. 100 des emprunts provinciaux et 6 à 7 p. 100 des emprunts fédéraux sont effectués à l'étranger. J'ai cru qu'il était préférable de rétablir les faits, afin qu'il n'y ait aucun malentendu. Soit dit en passant, ce sont les chiffres les plus récents provenant du rapport de la Banque du Canada en date du 31 décembre 1982. Depuis lors, ils ont peut-être fluctué légèrement.

Nous sommes saisis aujourd'hui, monsieur le Président, d'une autre motion inefficace de l'opposition, dépourvue de toute idée et se perdant en affirmations creuses. De façon générale, elle déplore notre rendement économique. La motion laisse entendre que, étant donné que la situation économique est difficile dans le monde entier, le Canada devrait isoler son économie nationale. Elle feint d'ignorer fort à propos que 30 p. 100 de notre revenu national provient d'autres pays, grâce au commerce, et que, sans ce revenu, nous serions acculés à la catastrophe financière.

Nos plus récents résultats dans le domaine du commerce international ont été particulièrement impressionnants. Au cours de l'année écoulée, le Canada a connu la plus forte croissance d'exportations dans tous les pays industrialisés. Notre excédent commercial pour 1983 seulement a dépassé 18 milliards de dollars, atteignant presque un niveau sans précédent, mais pour le premier trimestre de l'année, il s'élevait à une moyenne annuelle de 16 milliards de dollars. L'excédent de janvier seulement correspondait à la moyenne annuelle de 25 milliards. C'est assez impressionnant pour un pays de 25 millions d'habitants seulement.

Il est évident que pour continuer à obtenir de pareils résultats, le Canada doit s'adapter à une économie mondiale en mutation constante et devenir encore plus compétitif. Il ne s'agit pas de se retirer de la course mais bien de s'y engager plus résolument. Il faudra pour cela insister davantage sur la nécessité de devenir plus productif, plus innovateur et de mieux s'adapter aux nouveaux débouchés. Il faudra exercer un contrôle rigoureux sur nos coûts de production et développer de meilleures relations entre les syndicats et le patronat. Le besoin de nouveaux investissements de la part des investisseurs canadiens et étrangers continuera de se faire sentir et il faudra leur ménager de meilleurs encouragements. Il faudra faire un effort concerté à long terme pour réduire les besoins d'emprunts du secteur public et agrandir le champ d'expansion du secteur privé où seront créés la majorité des nouveaux emplois dans les années à venir.

Il faudra en même temps accorder une attention accrue aux relations économiques vitales et mutuellement avantageuses entre le Canada et les États-Unis. Chaque pays, individuellement et de concert avec la communauté internationale, devra poursuivre ses efforts pour améliorer le climat économique international dans le cadre duquel nous devons réaliser nos progrès économiques.